



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le mardi 5 août 1997**

Pour être diffusé à 8 h 30

---

## PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

---

- **Permis de bâtir**, deuxième trimestre de 1997 et juin 1997

Après trois trimestres consécutifs d'augmentations, l'activité dans le secteur du logement a connu un ralentissement au deuxième trimestre de 1997. Le gain du secteur de la construction non résidentielle a facilement annulé le repli de la construction résidentielle, la valeur totale des permis passant à 7,8 milliards de dollars (+3,8 %). Il s'agit d'une deuxième hausse trimestrielle consécutive.

2
- **Indice des prix des entrées dans l'agriculture**, deuxième trimestre de 1997

Au deuxième trimestre de 1997, les dépenses d'exploitation des agriculteurs ont été, au total, 1,3 % plus élevées par rapport à la même période en 1996, ce qui constitue la plus faible augmentation annuelle depuis presque cinq ans. Les agriculteurs de l'Ouest ont payé leurs entrées plus de 2 % de plus, alors que les prix sont restés pratiquement inchangés dans l'Est.

6

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

- |   |   |
|---|---|
| Estimations du revenu du travail, mai 1997              | 8 |
| Statistiques financières sur les universités, 1995-1996 | 9 |

---

## NOUVELLES PARUTIONS

---

11



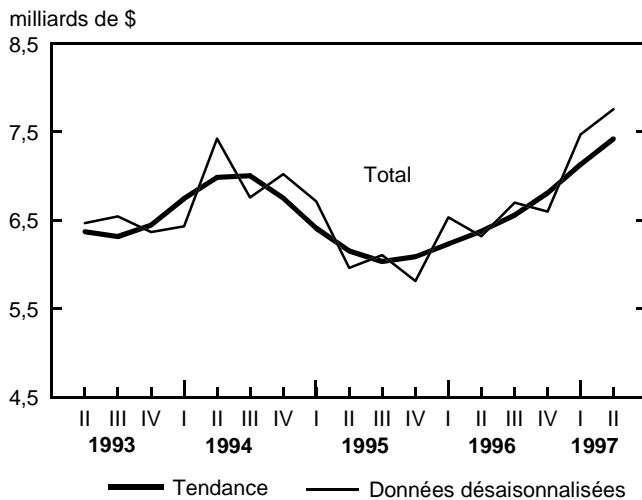
## PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

### Permis de bâtir

Deuxième trimestre de 1997 et juin 1997

Après trois trimestres consécutifs d'augmentations, l'activité dans le secteur du logement a connu un ralentissement au deuxième trimestre de 1997. Le gain du secteur de la construction non résidentielle a facilement annulé le repli de la construction résidentielle, la valeur totale des permis passant à 7,8 milliards de dollars (+3,8 %). Il s'agit d'une deuxième hausse trimestrielle consécutive.

#### Deuxième hausse consécutive de la valeur des permis de bâtir



Les municipalités ont délivré pour 4,5 milliards de dollars de permis de construction d'habitations neuves entre avril et juin, ce qui constitue 5,1 % de moins qu'au premier trimestre de 1997. Le recul était imputable à la composante unifamiliale (-8,5 %), tandis que la composante multifamiliale progressait de 5,2 %.

Malgré cette pause dans les intentions de construction résidentielle, l'avenir demeure prometteur pour l'ensemble du secteur de l'habitation. Jusqu'ici cette année, la valeur des permis de construction résidentielle de janvier à juin dépasse de 22,0 % celle des six premiers mois de 1996. Ces résultats suggèrent que la hausse de 13,3 % en 1997 de l'investissement en construction résidentielle, annoncée par l'enquête portant sur les investissements privés et publics au Canada en juillet, devrait effectivement se concrétiser. En outre, il y a des indices de confiance renouvelée chez les consommateurs, ce qui se reflète par la

#### Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui représentent les 7 % restants de la population sont très petites et leurs niveaux d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni le coût du terrain.

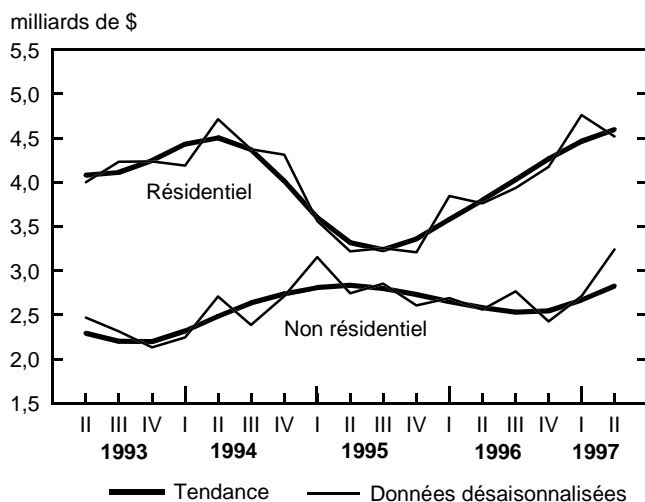
Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

hausse des ventes au détail de mai, menée par les biens de prix unitaire élevé tels les meubles et les automobiles.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a augmenté aux deux premiers trimestres de 1997; le niveau d'activité dans ce secteur n'aura jamais été aussi élevé depuis le quatrième trimestre de 1990. Les intentions dans ce secteur ont monté de 19,5 % et ont atteint 3,2 milliards de dollars au deuxième trimestre.

En chiffres mensuels, les municipalités ont délivré pour 2,6 milliards de dollars de permis en juin, soit 5,2 % de plus qu'en mai. Les intentions de construction résidentielle ont subi un recul de 6,3 % qui les a ramenées à 1,4 milliard de dollars, après deux augmentations consécutives. La valeur des permis de construction non résidentielle a fait un bond de 25,3 %, qui l'a portée à 1,1 milliard de dollars, après une chute de 28,4 %.

**La tendance à la hausse se maintient dans les deux secteurs**



**Le secteur de l'habitation demeure vigoureux malgré la dernière baisse trimestrielle**

Malgré cette baisse, la valeur des permis de construction résidentielle délivrés pendant cette période n'a toujours été dépassée qu'une seule fois depuis le troisième trimestre de 1994. Alors que les gains du premier trimestre étaient essentiellement attribuables à la composante unifamiliale, l'activité s'est déplacée vers la composante multifamiliale au deuxième trimestre. Entre avril et juin, les intentions de construction de logements multifamiliaux ont progressé de 5,2 %, pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. Par contraste, un recul de 8,5 % a ramené le secteur unifamilial à 3,3 milliards de dollars pour ce trimestre.

Dans l'ensemble, le secteur résidentiel demeure vigoureux. Les intentions au deuxième trimestre de 1997 sont de 20,1 % plus élevées qu'elles ne l'étaient pendant la même période en 1996. Les composantes unifamiliale et multifamiliale ont contribué presque également au raffermissement du secteur, y allant de hausses de 20,5 % et de 19,0 % respectivement.

Il y a eu d'autres indices de la vigueur du marché de l'habitation. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, le marché de la revente est lui aussi vigoureux. Dans la première moitié de l'année, il y a eu 17,9 % de transactions de plus qu'à la période correspondante de l'an dernier. C'est le nombre le plus élevé de transactions de revente dans les six premiers mois d'une année depuis 1988. Par rapport à 1995, qui a été une année difficile, les reventes ont bondi de plus de 50 %. En outre, les mises en chantier d'habitations ont été de 26,9 % plus élevées

au premier semestre de 1997 qu'il y a un an, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Les 150 200 logements mis en chantier entre janvier et juin constituent le chiffre le plus élevé annoncé par la SCHL en trois ans.

La Colombie-Britannique a délivré 8,1 % de plus de permis de construction résidentielle au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, soit pour 1,0 milliard de dollars. Le Québec (+2,4 % à 710 millions de dollars) et le Yukon (+35,4 % à 8 millions de dollars) ont aussi connu des gains considérables. Par contraste, la construction résidentielle a chuté en Ontario (-6,3 % à 1,9 milliard de dollars), en Alberta (-11,7 % à 593 millions de dollars) et en Nouvelle-Écosse (-43,2 % à 96 millions de dollars).

**Le secteur non résidentiel stimulé par la construction commerciale et industrielle**

La valeur des permis de construction non résidentielle a atteint 3,2 milliards de dollars au deuxième trimestre (le plus haut chiffre depuis le quatrième trimestre de 1990), soit un bond de 19,5 % par rapport aux résultats du premier trimestre. Toutes les composantes ont progressé.

Les projets commerciaux ont propulsé le secteur, avec une augmentation de 19,9 % qui les a portés à 1,6 milliard de dollars. C'est surtout au niveau des petits projets commerciaux et, dans le commerce et les services, qu'a eu lieu la croissance commerciale. Les intentions de construction industrielle ont bondi de 31,7 % ce qui les a fait passer à 920 millions de dollars. Les projets de construction dans les nouvelles usines ont été les plus nombreux au deuxième trimestre. Les investissements institutionnels ont monté de 5,6 % et atteint 684 millions de dollars. Le secteur de l'éducation est celui qui a le plus profité des intentions de construction.

Durant les six premiers mois de 1997, la valeur des permis de construction non résidentielle s'est accrue de 13,4 % par rapport à la période correspondante de 1996. Cette hausse coïncide elle aussi avec la diffusion récente des intentions de l'investissement en construction de bâtiments, qui sont en hausse de 9,0 % comparativement à celles de 1996.

À l'exception du Nouveau-Brunswick, toutes les provinces et tous les territoires ont vu leurs intentions trimestrielles de construction non résidentielle augmenter par rapport au trimestre précédent. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont affiché les meilleurs gains trimestriels. En Ontario, où la valeur des permis a monté de 17,4 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, les projets commerciaux ont expliqué le plus gros de l'augmentation. Les projets

industriels ont ouvert la voie en Alberta, où l'on a observé une progression de 31,4 % qui a porté la valeur des permis de construction non résidentielle à 449 millions de dollars. Les projets commerciaux ont aussi représenté la majeure partie de la progression en Colombie-Britannique, où la valeur des permis de construction non résidentielle délivrés a atteint 480 millions de dollars, soit un gain de 25,5 %. Les intentions dans la composante commerciale semblent suivre le niveau accru d'activité observé dans la vente au détail.

**Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.**

Le numéro de juin 1997 de *Permis de bâtir* (64-001-XPB, 25 \$ / 248 \$) paraîtra en août. Voir *Pour commander les publications*.

Les estimations sur les permis de bâtir de juillet seront diffusées le 4 septembre. Pour plus de renseignements, communiquez avec Sylvain Cloutier au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. Internet: [clousyl@statcan.ca](mailto:clousyl@statcan.ca). □

Valeur des permis de bâtir

	Mai 1997	Juin 1997	Mai à juin 1997	1 <sup>er</sup> trim. 1997	2 <sup>e</sup> trim. 1997	1 <sup>er</sup> trim. au 2 <sup>e</sup> trim. 1997
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
<b>Canada</b>	<b>2 430</b>	<b>2 557</b>	<b>5,2</b>	<b>7 473</b>	<b>7 758</b>	<b>3,8</b>
Résidentiel	1 542	1 445	-6,3	4 761	4 518	-5,1
Non résidentiel	888	1 112	25,3	2 712	3 240	19,5
Terre-Neuve	20	21	6,1	75	56	-24,8
Résidentiel	10	10	-3,1	56	30	-45,1
Non résidentiel	9	11	16,6	19	26	34,6
Île-du-Prince-Édouard	14	13	-5,6	25	32	29,4
Résidentiel	6	6	6,6	14	15	8,6
Non résidentiel	8	7	-13,9	11	17	57,1
Nouvelle-Écosse	50	51	2,0	203	142	-29,7
Résidentiel	34	37	7,3	170	96	-43,2
Non résidentiel	16	14	-9,6	33	46	40,0
Nouveau-Brunswick	30	29	-1,2	135	110	-18,7
Résidentiel	18	19	8,5	71	59	-17,7
Non résidentiel	12	10	-16,1	64	51	-19,8
Québec	436	446	2,3	1 282	1 377	7,4
Résidentiel	231	240	4,0	693	710	2,4
Non résidentiel	206	207	0,4	589	667	13,2
Ontario	930	1 009	8,4	3 099	3 165	2,1
Résidentiel	624	580	-7,1	1 993	1 866	-6,3
Non résidentiel	307	429	39,9	1 106	1 299	17,4
Manitoba	59	60	0,8	186	169	-9,0
Résidentiel	26	25	-3,7	96	78	-18,8
Non résidentiel	33	34	4,3	90	91	1,4
Saskatchewan	45	59	33,1	132	151	14,1
Résidentiel	19	16	-17,8	59	59	0,0
Non résidentiel	26	44	70,5	73	92	25,6
Alberta	316	327	3,4	1 013	1 042	2,8
Résidentiel	214	178	-16,6	672	593	-11,7
Non résidentiel	102	149	45,3	342	449	31,4
Colombie-Britannique	525	518	-1,2	1 309	1 482	13,2
Résidentiel	356	330	-7,3	927	1 002	8,1
Non résidentiel	168	188	11,7	382	480	25,5
Yukon	4	5	33,7	7	12	67,4
Résidentiel	3	3	10,2	6	8	35,4
Non résidentiel	1	2	91,8	2	5	180,6
Territoires du Nord-Ouest	2	18	1 046,5	6	21	224,9
Résidentiel	1	0	-88,2	5	2	-68,4
Non résidentiel	1	18	2 224,8	1	19	1 817,9

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

## Indice des prix des entrées dans l'agriculture

Deuxième trimestre de 1997 (données provisoires)

Au deuxième trimestre de 1997, les dépenses d'exploitation des agriculteurs canadiens ont été, au total, 1,3 % plus élevées par rapport à la même période en 1996, ce qui constitue la plus faible augmentation annuelle depuis presque cinq ans. Les agriculteurs de l'Ouest ont payé leurs entrées plus de 2 % de plus, alors que les prix sont restés pratiquement inchangés dans l'Est. Il s'agit de la plus petite augmentation d'une année à l'autre depuis le troisième trimestre de 1992, où il n'y a presque pas eu de changement au niveau d'ensemble.

Pour les agriculteurs de l'Ouest, les prix des entrées dans l'agriculture ont augmenté de 2,1 % d'une année à l'autre au deuxième trimestre, résultat de la hausse des prix des bovins d'engraissement. Par comparaison, les prix pour les agriculteurs de l'Est ont augmenté d'à peine 0,5 %.

À l'échelle nationale, une chute de 15,9 % des coûts d'intérêt a contribué à neutraliser de fortes augmentations des prix des entrées, comme les bovins d'engraissement ainsi que les machines agricoles et les véhicules automobiles.

### Hausse considérable des prix des bovins d'engraissement

Dans tout le pays, les prix ont augmenté dans cinq des sept catégories d'entrées observées. Une progression de 5,8 % des prix des entrées dans l'élevage d'animaux a été le principal facteur de l'augmentation annuelle. Les agriculteurs ont dû déboursier 39,2 % de plus pour les bovins d'engraissement et 3,7 % de plus pour les dindonneaux. Par contre, les prix des céréales fourragères ont dégringolé de 34,1 %.

Les agriculteurs ont payé plus pour les machines agricoles et les véhicules automobiles, les salaires agricoles, le bois de construction et le contreplaqué ainsi que pour les fournitures et les services, comme le combustible de chauffage et les travaux sur commande. Ces augmentations ont été effacées par une diminution des coûts d'intérêt, principalement attribuable à une baisse des coûts des prêts non hypothécaires ainsi que du prix des pommes de terre (-12,9 %) et des engrais phosphoriques (-7,8 %).

### Hausse de prix pour les agriculteurs de l'Ouest

Pour le deuxième trimestre consécutif, les prix des bovins d'engraissement ont été les principaux

facteurs de l'augmentation d'une année à l'autre pour les agriculteurs de l'Ouest. Alors que les prix des bovins ont bondi de 41,7 %, les agriculteurs de l'Ouest ont aussi payé davantage pour les autres entrées dans l'élevage d'animaux, comme les porcelets sevrés (+14,3 %) et la volaille (+2,4 %).

Les agriculteurs de l'Ouest ont aussi dû déboursier davantage pour la main-d'oeuvre agricole salariée ainsi que pour les bâtiments et les clôtures, à cause du prix plus élevé des matériaux de construction. Cependant, ils ont profité d'une baisse de prix de la culture agricole, étant donné la chute des prix des pommes de terre et des engrais phosphoriques. Les coûts d'intérêt ont diminué de 15,9 %, résultat d'une diminution des prêts non hypothécaires.

Dans l'Est, les agriculteurs ont aussi payé plus cher les bovins (+36,2 %) par rapport au deuxième trimestre de 1996. Cependant, cette augmentation a été compensée par une diminution de 6,4 % du prix des porcelets sevrés, une baisse de 2,3 % des prix de la volaille et une importante diminution de 35,1 % des prix des céréales fourragères.

Les agriculteurs de l'Est ont aussi payé davantage pour les matériaux de construction, les machines agricoles et les véhicules automobiles et ont subi de légères augmentations du coût de la main-d'oeuvre agricole salariée ainsi que des fournitures et des services. Ils ont profité d'une diminution des prix des pommes de terre et des engrais et ont payé moins en intérêts, résultat d'une diminution des taux d'intérêt des prêts non hypothécaires.

### La hausse des prix des bovins a propulsé l'augmentation trimestrielle

À l'échelle nationale, les prix des entrées dans l'agriculture ont augmenté de 1,8 % entre le premier et le deuxième trimestre de 1997. Les prix des entrées ont augmenté de 2,2 % dans l'Ouest entre ces trimestres, par rapport à 1,4 % dans l'Est.

Les prix plus élevés des bovins (+14,2 %) et des aliments préparés (+5,0 %) ont le plus contribué à l'augmentation dans le secteur de l'élevage d'animaux (+5,9 %). Les agriculteurs ont aussi connu une augmentation des prix des pommes de terre et des herbicides, ce qui a contribué à une progression de 3,1 % de l'indice des cultures agricoles.

De légères augmentations de prix pour les salaires agricoles et les bâtiments et les clôtures ont été neutralisées par des reculs de prix des machines agricoles et des véhicules automobiles ainsi que des fournitures et des services. Les agriculteurs ont continué de profiter du repli des coûts d'intérêt, qui

sont tombés à 3,0 % entre le premier et le deuxième trimestre.

**Données stockées dans CANSIM: matrices 550 à 582 (niveau 7) et 2050 à 2063.**

Le numéro du deuxième trimestre de 1997 de *Indice des prix des entrées dans l'agriculture*

**Indice des prix des entrées dans l'agriculture**  
(1986=100)

(62-004-XPB, 25 \$ / 83 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle, Division des prix, au (613) 951-3350.

	2 <sup>e</sup> trim. 1996	1 <sup>er</sup> trim. 1997	2 <sup>e</sup> trim. 1997	2 <sup>e</sup> trim. 1996 au 2 <sup>e</sup> trim. 1997	1 <sup>er</sup> trim. au 2 <sup>e</sup> trim. 1997
	variation en %				
<b>Canada, total des entrées</b>	<b>129,0</b>	<b>128,4</b>	<b>130,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>
Bâtiments et clôtures	129,5	135,7	136,0	5,0	0,2
Machines agricoles et véhicules automobiles	135,0	139,1	138,3	2,4	-0,6
Cultures agricoles	133,9	128,8	132,8	-0,8	3,1
Élevage d'animaux	122,8	122,7	129,9	5,8	5,9
Fournitures et services	130,1	132,9	131,3	0,9	-1,2
Main-d'oeuvre agricole salariée	142,8	145,7	146,2	2,4	0,3
Impôt foncier	143,7	148,9	148,9	3,6	0,0
Intérêt	103,1	89,4	86,7	-15,9	-3,0
Loyer agricole	145,4	142,8	142,8	-1,8	0,0
<b>Est du Canada, total des entrées</b>	<b>132,7</b>	<b>131,5</b>	<b>133,3</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>
Bâtiments et clôtures	136,6	141,5	142,3	4,2	0,6
Machines agricoles et véhicules automobiles	140,8	144,3	144,3	2,5	0,0
Cultures agricoles	132,6	130,4	132,5	-0,1	1,6
Élevage d'animaux	128,8	124,3	130,8	1,6	5,2
Fournitures et services	136,1	139,1	137,3	0,9	-1,3
Main-d'oeuvre agricole salariée	144,7	151,5	145,8	0,8	-3,8
Impôt foncier	158,7	165,3	165,3	4,2	0,0
Intérêt	103,8	90,0	86,9	-16,3	-3,4
Loyer agricole	162,0	166,3	166,3	2,7	0,0
<b>Ouest du Canada, total des entrées</b>	<b>126,1</b>	<b>125,9</b>	<b>128,7</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>
Bâtiments et clôtures	121,6	129,1	128,9	6,0	-0,2
Machines agricoles et véhicules automobiles	132,0	136,3	135,1	2,3	-0,9
Cultures agricoles	134,6	127,8	132,9	-1,3	4,0
Élevage d'animaux	114,8	120,6	128,7	12,1	6,7
Fournitures et services	124,1	126,7	125,4	1,0	-1,0
Main-d'oeuvre agricole salariée	142,3	137,9	148,4	4,3	7,6
Impôt foncier	139,7	144,6	144,6	3,5	0,0
Intérêt	102,8	89,0	86,5	-15,9	-2,8
Loyer agricole	139,7	134,9	134,9	-3,4	0,0

■

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

### Estimations du revenu du travail

Mai 1997 (données provisoires)

Le revenu du travail, les salaires et les traitements versés aux salariés ont fortement augmenté (+0,6 %) en mai, ce qui représente une quatrième hausse mensuelle consécutive. L'ensemble des salaires et des traitements des cinq premiers mois de 1997 est de 3,9 % supérieur à celui de la même période de 1996.

Les salaires et les traitements dans l'industrie manufacturière et dans l'industrie de la construction se sont accrus de plus de 1 % en mai, soit un deuxième mois consécutif de forte croissance pour ces deux industries. Un accroissement important de leur rémunération moyenne attribuable à une augmentation des heures travaillées a suscité cette croissance. De plus, les salaires et les traitements dans les secteurs de la finance, des assurances et de l'immobilier ainsi que des services commerciaux et personnels ont à nouveau augmenté en mai, soit une huitième hausse mensuelle consécutive à survenir depuis octobre 1996.

Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario ont tous enregistré une croissance en mai, stimulée par la vigueur de leur rémunération moyenne respective.

**Nota:** Le revenu du travail comprend les salaires et les traitements (87 %) ainsi que le revenu supplémentaire du travail (13 %). Les salaires et les traitements sont de plus composés d'éléments, tels que les primes, les pourboires, les allocations imposables et les rappels de salaires. Le revenu supplémentaire du travail compte les cotisations des employeurs au bien-être des employés, aux pensions, à l'indemnisation des accidents du travail et au fonds d'assurance-emploi. Le revenu du travail représente environ 54 % du Produit intérieur brut. Les utilisateurs des données sur le revenu du travail devraient noter que les données désaisonnalisées ont été révisées à partir de janvier 1997.

### Données stockées dans CANSIM: matrices 1791 et 1792.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Lambert au (613) 951-4051, Division des comptes nationaux et de l'environnement. Télécopieur: (613) 951-3618. □



## Traitements, salaires et revenu supplémentaire du travail

	Avril 1997 <sup>r</sup>	Mai 1997 <sup>p</sup>	Avril à mai 1997
données désaisonnalisées			
	millions de \$		var. en %
Agriculture, pêche et piégeage	258,5	255,0	-1,4
Exploitation forestière et services forestiers	273,2	268,8	-1,6
Mines, carrières et puits de pétrole	685,4	691,3	0,9
Industries manufacturières	6 099,0	6 170,8	1,2
Construction	1 760,0	1 782,0	1,3
Transports, entreposage, communications et autres services publics	2 956,9	2 981,4	-1,3
Commerce	4 595,0	4 622,4	0,6
Finance, assurances et immobilier	2 915,9	2 938,6	0,8
Services commerciaux et personnels	4 947,5	4 976,4	0,6
Enseignement et services connexes	2 720,2	2 719,7	-0,0
Services de santé et services sociaux	2 868,3	2 865,5	-0,1
Administration fédérale et autres services gouvernementaux	874,8	877,4	0,3
Administration provinciale	694,4	692,1	-0,3
Administration locale	679,7	678,8	-0,1
<b>Total des traitements et salaires</b>	<b>32 286,4</b>	<b>32 477,8</b>	<b>0,6</b>
Revenu supplémentaire du travail	4 821,9	4 861,4	0,8
<b>Total du revenu du travail</b>	<b>37 108,3</b>	<b>37 339,2</b>	<b>0,6</b>

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

## Statistiques financières sur les universités 1995-1996

Les revenus des universités n'ont pas augmenté au même rythme que le taux d'inflation en 1995-1996. Exprimés en termes réels, les revenus ont diminué de 1,7 % comparativement à l'année 1994-1995. La diminution de l'ensemble des revenus est surtout attribuable à une diminution de 4,6 % des subventions et contrats gouvernementaux (une troisième diminution consécutive) ainsi qu'à une diminution de 3,6 % des legs, dons et octrois non gouvernementaux.

Toutefois, les revenus tirés des frais de scolarité ont augmenté de 3,1 %, prolongeant ainsi la tendance à la hausse des quinze dernières années. Depuis 1981-1982, alors que les revenus provenant des subventions et contrats gouvernementaux ont augmenté de 42 %, les revenus tirés des frais de scolarité ont augmenté de 258 %. Cette hausse provient en partie d'une hausse des frais de scolarité et d'une augmentation des inscriptions.

En accord avec la réduction des revenus, les dépenses des universités ont diminué de 1,5 % comparativement à 1994-1995. Les salaires, traitements et avantages, la part la plus importante des dépenses, ont diminué de 2,2 %. Pendant les quinze dernières années, les salaires, traitements et avantages ont augmenté en termes réels de 64 %, alors que d'autres catégories de dépenses ont vu leur montant doubler ou tripler. La plus importante augmentation est survenue dans les dépenses pour les bourses d'études et d'entretien ainsi que pour les prix, qui fournissent une certaine consolation aux étudiants face à la hausse des frais de scolarité.

### Données stockées dans CANSIM: tableau 00590206.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Brigitte Bouchard au (613) 951-9167. Pour obtenir des tableaux ou des renseignements généraux, communiquez avec Daniel Perrier au (613) 951-7474, Centre des statistiques sur l'éducation. □

### Revenus des universités selon la source

	Revenus			Part des revenus		
	1995-1996	1994-1995 à 1995-1996	1981-1982 à 1995-1996	1995-1996	1994-1995	1981-1982
	milliers de \$	variation en % <sup>1</sup>	variation en % <sup>1</sup>	% du revenu total		
Subventions et contrats gouvernementaux	7 081 642	-4,6	42,7	61,1	62,9	72,6
Frais de scolarité	1 945 456	3,1	258,3	16,8	16,0	9,6
Legs, dons et octrois non gouvernementaux	911 043	-3,6	245,7	7,9	8,0	4,6
Ventes de produits et services	1 009 211	-0,1	132,2	8,7	8,6	7,1
Revenus de placements	392 070	20,5	84,0	3,4	2,6	3,3
Divers	256 706	10,1	259,5	2,2	1,9	1,3
<b>Total des revenus</b>	<b>11 596 128</b>	<b>-1,7</b>	<b>80,2</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

<sup>1</sup> En dollars constants.

### Dépenses des universités selon le type

	Dépenses			Part des dépenses		
	1995-1996	1994-1995 à 1995-1996	1981-1982 à 1995-1996	1995-1996	1994-1995	1981-1982
	milliers de \$	variation en % <sup>1</sup>	variation en % <sup>1</sup>	% du revenu total		
Traitements et salaires	7 483 097	-2,2	70,3	64,4	64,9	68,3
Matériel et dépenses de fonctionnement	1 003 561	0,3	99,9	8,6	8,5	8,1
Mobilier et équipement	591 466	-11,0	81,9	5,1	5,6	5,1
Bourses d'études, d'entretien et prix	241 117	4,3	226,0	2,1	2,0	1,3
Services contractuels externes	273 835	1,8	127,3	2,4	2,3	2,0
Coût des marchandises vendues	326 942	1,0	149,8	2,8	2,7	2,2
Autres	1 694 591	2,8	115,4	14,6	14,0	12,9
<b>Total des dépenses</b>	<b>11 614 609</b>	<b>-1,5</b>	<b>84,1</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

<sup>1</sup> En dollars constants.

## NOUVELLES PARUTIONS

**Scieries et ateliers de rabotage**, mai 1997

**Numéro au catalogue: 35-003-XPB**

(Canada: 12\$/114\$; à l'extérieur du Canada: 12\$/US/114\$US).

**Statistiques du charbon et du coke**, mai 1997

**Numéro au catalogue: 45-002-XPB**

(Canada: 12\$/114\$; à l'extérieur du Canada: 12\$/US/114\$US).

**Statistiques de l'énergie électrique**, mai 1997

**Numéro au catalogue: 57-001-XPB**

(Canada: 12\$/114\$; à l'extérieur du Canada: 12\$/US/114\$US).

**Commerce de détail**, mai 1997

**Numéro au catalogue: 63-005-XPB**

(Canada: 21\$/206\$; à l'extérieur du Canada: 21\$/US/206\$US).

**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières**, mai 1997

**Numéro au catalogue: 67-002-XPB**

(Canada: 18\$/176\$; à l'extérieur du Canada: 18\$/US/176\$US).

**Les prix n'incluent pas les taxes de vente.**

### Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204F, Canada 16\$; à l'extérieur du Canada: 16\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

**Pour commander les publications par téléphone:**


Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez:	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	<b>1 800 889-9734</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	<b>1 800 700-1033</b>
Internet:	<b>order@statcan.ca</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

catalogue 11-001F (septembre 11-0715) (954-2084/0411)



**Le Quotidien**  
Statistique Canada

Le jeudi 5 août 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** Malgré la forte dépendance aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne presque six déplacements en utilisant les services de transport urbain, soit le même nombre qu'en 1990. Les coûts ont augmenté de 25,6 %.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'égard de la croissance de l'économie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises a augmenté en 1996. Pour la première fois, le coût unitaire de la main-d'œuvre a diminué.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indes de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Bilan de l'année dernière, section sur le territoire le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

Statistique Canada / Statistika Kanada

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir *Le Quotidien* via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Christian Carboneau (613) 951-1187

Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.